



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

### Nombre de membres

- en exercice : 64
- présents : 24
- votants : 28
- 0 contre 0 abstention

Le **vendredi 30 Juin 2023 à 14 heures 30 après une seconde convocation**,

Le conseil du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAI FRONSADAI dûment convoqué s'est réuni, **sans condition de quorum**, en session ordinaire à SAINT ANDRE DE CUBZAC sous la présidence de Monsieur Patrice GALLIER

**Dates de convocation :** 1<sup>ère</sup> convocation : 14 Juin 2023  
2<sup>nd</sup>e convocation : 23 Juin 2023

### Objet :

#### Délibération 2023/23

**Châteaux d'eau de  
CAVIGNAC – SAINT AIGNAN  
SAINT ANDRE DE CUBZAC  
Révision des conventions  
d'occupation**

### Présents :

M. FRADET - M. GRIMA - M. DUBOSCQ - M. DUFOURGT - M. GUIJARRO - M. DUVERGER - M. DUBOUREAU - M. EYRAUD - M<sup>me</sup> MAUBERT-SBILE *-représentant la communauté de communes du Fronsadai*

M. MICHEL - M. MEYER - M. BERARD - M. MIGNER - M. GUILLAUD - M. TABUSTEAU - M<sup>me</sup> COURAUD-RAMBERT - M<sup>me</sup> DELAGARDE - M. MARTIAL - M<sup>me</sup> BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M<sup>me</sup> BATARD (CUBNEZAI) - M. GAUDRY (MARCENAI) - M<sup>me</sup> LEVRANGI (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

### Membres absents excusés ayant donné procuration :

- M. MAIRE (CDC DU FRONSADAI) .....pouvoir à M. GRIMA (CDC DU FRONSADAI)
- M<sup>me</sup> DEVAL (CDC DU FRONSADAI) .....pouvoir à M. DUFOURGT (CDC DU FRONSADAI)
- M. MALARET (CDC DU FRONSADAI) .....pouvoir à M<sup>me</sup> MAUBERT-SBILE (CDC DU FRONSADAI)
- M. SUBERVILLE (CDC GRAND CUBZAGUAI) .....pouvoir à M<sup>me</sup> DELAGARDE (CDC GRAND CUBZAGUAI)

### Membres absents excusés (sans procuration) :

M. DESAGNAT - M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. RODRIGUEZ - M. DURANT - M. CHIAROTTO - M. BIGOT - M. DEPRET - M. GASTEUIL - M. BARDEAU (Yohan) - M. VIELFAURE - M. GARANTO - M. CHOLLET-GABARD - M. DUCARRE - M<sup>me</sup> ROY - M. DAILL - M. DELPECH - M. MEYNADIER - M. BOUSSOUGANT - M<sup>me</sup> FOURCADET - M. GARBUIO - M. BARDEAU (Dorian) - M. VALEIX - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadai*

M. CHERIGNY - M. PRAT - M. FERRE - M. FAVRE - M<sup>me</sup> LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M. DIDIER (CAVIGNAC) - M<sup>me</sup> PORTE (CEZAC) - M<sup>me</sup> LAVANDIER (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAI) - M. TRIBOY (MARCENAI) - M<sup>me</sup> MISIAK (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

## Délibération 2023/23 (suite)

-2-

Les châteaux d'eau de CAVIGNAC, SAINT AIGNAN et SAINT ANDRE DE CUBZAC, propriétés du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS, reçoivent les équipements techniques de la DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE (DIRA), de la DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE DE LA GIRONDE, de la société ERDF et des opérateurs BOUYGTEL, FREE MOBILE, SFR, ORANGE.

Vu les conventions signées avec les directions et sociétés précitées qui fixent notamment les conditions d'installation des équipements, les modalités d'accès aux ouvrages et les montants des loyers ;

Vu les courriers transmis par SFR et BOUYGTEL notifiant le transfert des baux au profit de leur filiale, la SAS INFRACOS ;

Vu le courrier transmis par FREE MOBILE notifiant le transfert des contrats d'occupation à la société ONTOWER FRANCE ;

Vu la délibération n° 2020/39 prise par le conseil syndical réuni le 25 Septembre 2020 qui acte l'assujettissement à la TVA des budgets eau potable et assainissement à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2021 ;

Vu qu'il convient de considérer les montants des loyers annuels dus par la DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE (DIRA), la DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE DE LA GIRONDE et les sociétés ERDF, INFRACOS, ONTOWER FRANCE, ORANGE comme étant des loyers hors taxes auxquels s'ajoute la TVA au taux en vigueur ;

Considérant que les modalités d'accès aux sites mentionnées dans les différentes conventions d'occupation ne sont pas uniformes ;

Considérant qu'aucune règle d'entretien ou de remise en état des équipements techniques situés au sol et/ou sur les ouvrages n'est fixée dans lesdites conventions ;

Considérant que des défauts d'entretien ont été constatés à plusieurs reprises par la collectivité et/ou les propriétaires riverains des ouvrages ;

Considérant les délais importants de réalisation des travaux de remise en état des désordres signalés par le SIAEPA, propriétaire des ouvrages ;

Le président propose :

- de modifier les termes portant sur le montant du loyer en indiquant que les baux sont acceptés moyennant "*des loyers annuels HT augmentés de la TVA au taux en vigueur*" ;
- d'uniformiser les conditions d'accès aux châteaux d'eau de CAVIGNAC, SAINT AIGNAN et SAINT ANDRE DE CUBZAC, selon l'organigramme joint en annexe à la présente délibération ;
- d'imposer un entretien bimestriel des zones enherbées recevant les équipements techniques à partir du mois d'avril jusqu'au mois de novembre ;
- d'imposer un délai de réalisation des travaux d'entretien et de remise en état des désordres de vingt jours calendaires à compter de la date de transmission par voie électronique de la demande d'intervention par la collectivité ;
- d'appliquer une pénalité de 5 % du loyer annuel HT en cas de non-réalisation des travaux d'entretien et de remise en état dans le délai de vingt jours calendaires susmentionné ;

- d'appliquer cette pénalité au terme des vingt jours calendaires susmentionnés et de la renouveler, tous les vingt jours calendaires à compter de la date de réception de la relance effectuée par la collectivité par lettre recommandée avec accusé réception, jusqu'à réalisation effective des travaux d'entretien et/ou de remise en état des désordres ;
- d'acter l'ensemble des dispositions précitées par avenants aux différentes conventions signées avec les directions et sociétés mentionnées ci-dessus.

**Le conseil syndical, après en avoir délibéré, décide :**

1. de mentionner que les baux sont acceptés moyennant le paiement "des loyers annuels HT augmentés de la TVA au taux en vigueur" ;
2. d'uniformiser les conditions d'accès aux châteaux d'eau de CAVIGNAC, SAINT AIGNAN et SAINT ANDRE DE CUBZAC, selon l'organigramme joint en annexe à la présente délibération ;
3. d'imposer un entretien bimestriel des zones enherbées recevant les équipements techniques à partir du mois d'avril jusqu'au mois de novembre ;
4. d'imposer un délai de réalisation des travaux d'entretien et de remise en état des désordres de vingt jours calendaires à compter de la date de transmission par voie électronique de la demande d'intervention par la collectivité ;
5. d'appliquer une pénalité de 5 % du loyer annuel HT en cas de non-réalisation des travaux d'entretien et/ou de remise en état dans le délai susmentionné ;
6. d'appliquer cette pénalité au terme des vingt jours calendaires susmentionnés et de la renouveler, tous les vingt jours calendaires à compter de la date de réception de la relance effectuée par la collectivité par lettre recommandée avec accusé réception, jusqu'à réalisation effective des travaux d'entretien et/ou de remise en état des désordres ;
7. d'acter l'ensemble des dispositions précitées par avenants aux différentes conventions signées avec la DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE (DIRA), la DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE DE LA GIRONDE, et les sociétés INFRACOS, ONTOWER FRANCE, ORANGE et ERDF ;
8. d'autoriser le Président à lancer les démarches utiles et à signer l'ensemble des avenants aux différentes conventions passées avec les directions et sociétés désignées ci-dessus.

Fait à SAINT ANDRE DE CUBZAC,  
Le 3 Juillet 2023.

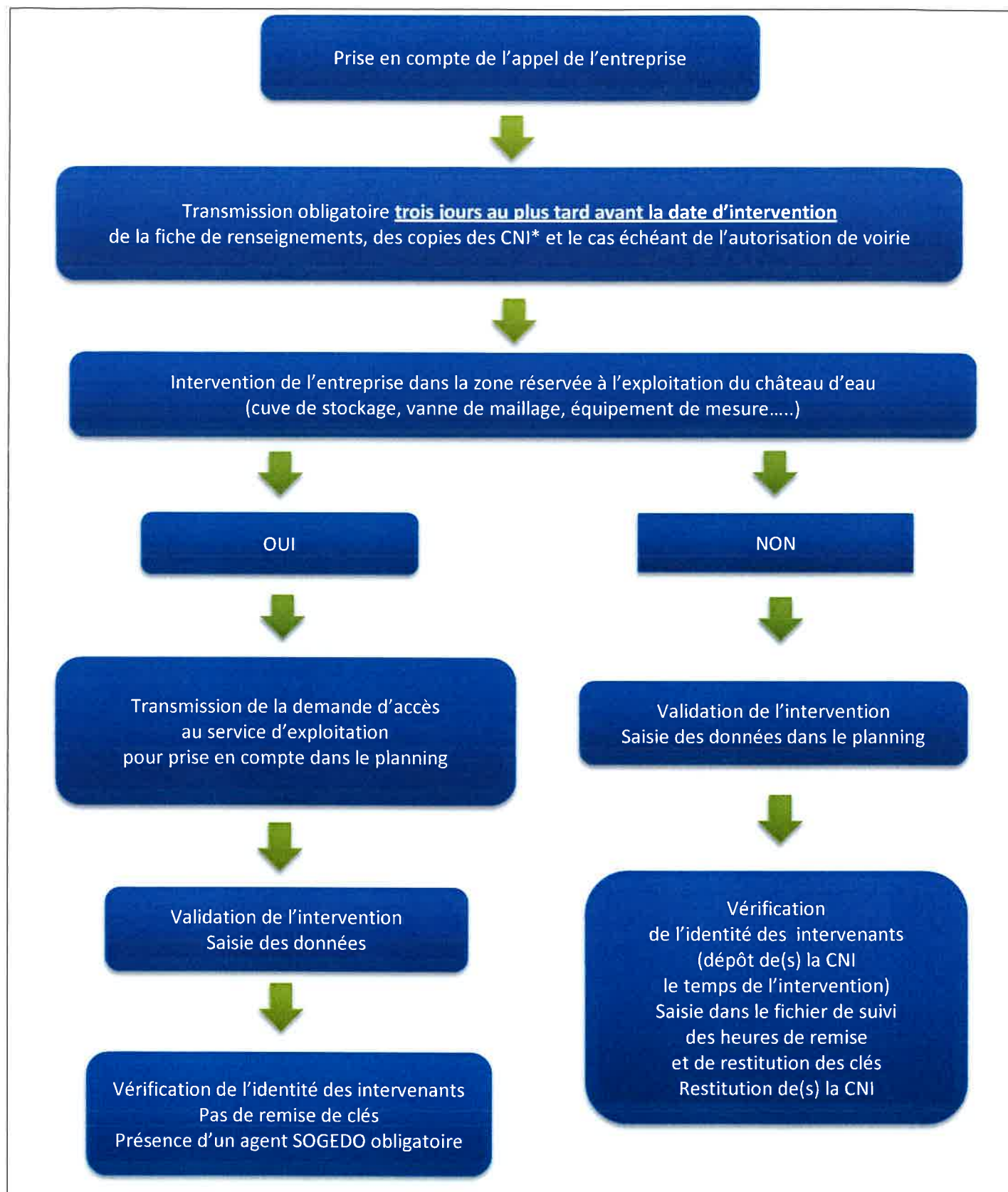


Patrice GALLIER  
Président du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS

Frédéric DUBOSCQ, secrétaire de séance



## Processus :





Cubzadais  
Fronsadais



## CHATEAUX D'EAU DE CAVIGNAC – SAINT AIGNAN – SAINT ANDRE DE CUBZAC

### DEMANDE D'ACCES AUX SITES

#### FICHE DE RENSEIGNEMENTS

(à compléter et à transmettre à [st-andre@sogedo.fr](mailto:st-andre@sogedo.fr) au plus tard trois jours avant la date d'intervention)

Nom de la société sollicitant l'accès.....: \_\_\_\_\_

Mandatée par la société.....: \_\_\_\_\_

Noms de(s) l'intervenant(s)\* .....: \_\_\_\_\_ Tel : \_\_\_\_\_

\*Transmission obligatoire d'une copie des CNI .....: \_\_\_\_\_ Tel : \_\_\_\_\_

.....: \_\_\_\_\_ Tel : \_\_\_\_\_

.....: \_\_\_\_\_ Tel : \_\_\_\_\_

.....: \_\_\_\_\_ Tel : \_\_\_\_\_

Date(s) sollicitée(s).....: \_\_\_\_\_

Horaires d'intervention .....: \_\_\_\_\_

(à partir de 8 h 00 jusqu'à 17 h 30)

Objet de l'intervention .....: \_\_\_\_\_

.....: \_\_\_\_\_

.....: \_\_\_\_\_

Accès à l'intérieur de l'ouvrage nécessaire : OUI ☐ NON ☐

Utilisation d'un outil de manutention .....: OUI ☐ NON ☐

(nacelle, grue, engin de levage...)

Localisation de l'outil de manutention .....: enceinte de l'ouvrage ☐ voirie\*\* ☐

\*\*joindre obligatoirement l'autorisation